

MANITOBA—L'AIDE FÉDÉRALE AUX SINISTRÉS

M. Joseph-Philippe Guay (Saint-Boniface): Monsieur l'Orateur, j'ai aussi une question à poser au premier ministre. Étant donné que le Manitoba est aussi menacé par des inondations, même s'il y a deux canaux de débordement qui ne sont pas vraiment utiles, je demande au premier ministre s'il a reçu une demande d'aide de la province de Manitoba? En second lieu, le gouvernement prend-il des dispositions pour presser les provinces d'agir et d'agir plus vite pour aider les sinistrés?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on me dit que, mis à part les forces de l'air canadiennes, divers ministères, tels ceux des Affaires indiennes, de la Santé nationale, du Transport, les Chemins de fer nationaux et d'autres...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'est votre affaire, Joe!

M. Trudeau: ... collaborent, et il y a en outre des échanges de vues entre la province et le gouvernement fédéral. De plus, je suis la question de près grâce aux renseignements du député de Saint-Boniface.

M. Bell: Mettez-vous au travail, Joe!

* * *

[Français]

LES FINANCES

LA DATE DE PRÉSENTATION DU BUDGET

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Pourrait-il dire s'il a complété la préparation du budget, et quand il s'attend de le déposer à la Chambre?

M. l'Orateur: Je crois que la question a été posée il y a un moment, mais le ministre pourrait peut-être répondre quand même à l'honorable député de Champlain.

* * *

[Traduction]

LES CÉRÉALES

L'OFFRE D'ACHAT DE WAGONS-TRÉMIES PAR LA COMMISSION DU BLÉ—LES CONSULTATIONS AVEC LE MINISTRE ET LES ASSOCIATIONS D'AGRICULTEURS

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice responsable de la Commission canadienne du blé. L'offre de la Commission d'acheter 4,000 wagons-trémies avec l'argent des culti-

Questions orales

vateurs, pourvu que les sociétés ferroviaires remplissent certaines conditions spéciales, a-t-elle été faite après consultation avec le ministre?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, le commissaire en chef de la Commission canadienne du blé m'a fait part de l'intention des commissaires de proposer la chose avant que l'offre ne soit faite.

M. Ritchie: Le ministre nous dirait-il si la Commission a consulté diverses organisations agricoles avant de faire cette offre?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, je devrai me renseigner sur l'importance des consultations.

DEMANDE D'EXEMPTION DES AGRICULTEURS DES FRAIS SUPPLÉMENTAIRES EN RAISON DES DIFFICULTÉS DE TRANSPORT

M. Don Mazankowski (Vegreville): Ma question s'adresse également au ministre responsable de la Commission du blé, monsieur l'Orateur. Étant donné que le président de la Commission canadienne du blé a récemment déclaré que la commission pourrait être accusée de rupture de contrat et que les frais de surestimation des navires coûteront aux producteurs des millions de dollars à cause de l'interruption des transports, le ministre peut-il nous dire quelles mesures immédiates le gouvernement va prendre pour décharger les producteurs de ces frais inattendus causés par des événements indépendants de la volonté des producteurs?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, les événements en question ont été causés dans une large mesure par des événements imprévisibles. Nous avons pris des mesures immédiates pour veiller à ce que le maximum de grain soit transporté afin qu'il en arrive davantage au terminus dans les jours qui viennent et de façon à liquider le retard le plus tôt possible. Telles sont les mesures à prendre. Nous sommes prêts à prendre les autres mesures qui nous seront recommandées par le comité formé pour s'occuper de cette situation d'urgence et qui est présidé par la Commission canadienne du blé en vue de faire tout ce qui peut être fait dans ce domaine et de faciliter le transport du grain.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence accorde la parole au député pour une question supplémentaire puis ce sera au tour du député de Qu'Appelle-Moose Mountain.

M. Mazankowski: Le ministre peut-il répondre à la question précise suivante: envisage-t-il de prendre des mesures pour exempter les producteurs des frais de surestimation et de rupture de contrat, vu que ces derniers n'y sont absolument pour rien?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, les mesures dont je viens de parler sont précisément celles qui vont permettre de réduire au maximum ces pertes financières et c'est cela que nous comptons faire à cet égard.